

Georges Bonnet, *Dans la tourmente (1938-1948)*
collection *Les grandes études contemporaines*
Librairie Arthème Fayard, 1971

Extrait (p. 18 à 26).

ALEXIS LÉGER

Au-dessus d'eux, régnait Alexis Léger, secrétaire général sur le rôle duquel, pendant cette période, j'entends m'expliquer.

Je le connaissais depuis 1925 lorsqu'il était chef de Cabinet de Briand, dans le gouvernement Painlevé dont je faisais partie. Aristide Briand nous avait raconté comment, pendant la conférence du désarmement, à l'occasion d'un voyage en bateau sur le *Potomac*, il avait découvert Alexis Léger : le bateau glissait entre des rives couvertes d'érables rouges. Briand contait des anecdotes. Les personnages de sa suite disaient : « Monsieur le Président, il faut écrire tout cela ou le dicter ». Briand dit au jeune secrétaire accoudé au bastingage : « Vous entendez. Dois-je écrire mes Mémoires ? ». Et Léger répondit : « Un livre c'est la mort d'un arbre ». Le mot, merveilleux raccourci, séduisit Briand. Et quand Léger vint lui faire ses adieux sur le navire qui ramenait Briand à Paris, il lui dit : « Je vous garde, vous venez avec moi ». Et il resta auprès de Briand pendant sept ans.

Léger accompagna Briand dans tous ses voyages et fut intimement mêlé à sa vie. Il le conseilla à Locarno lorsque Briand signa avec le chancelier Hans Luther et Austin Chamberlain le pacte qui garantissait notre frontière. Il

était aussi près de lui à Genève quand Briand proposa les États-Unis d'Europe. C'est devant la Société des Nations qu'en 1930 il en définit les grandes lignes. Vingt-sept États d'Europe se groupaient pour manifester leur union et consacrer leur solidarité en vue de la paix. Le manifeste émouvant qui proclame les États-Unis d'Europe a été entièrement rédigé par Léger. Car chacun sait que Briand n'écrivait jamais. Je l'ai vu souvent à la Société des Nations. Il parlait toujours sans note. Parfois, rarement d'ailleurs, il griffonnait sur une feuille trois ou quatre mots qui lui servaient de repère pour un discours. Et c'était tout.

Briand éprouva une grande peine quand, quelques mois avant sa mort, il fut remplacé par Laval au Quai d'Orsay. J'allais voir Léger avec lequel je m'entretins longuement. Il était lui-même accablé et il me conduisit chez Briand. Nous n'avions plus devant nous l'orateur plein de flamme et d'ardeur dans sa lutte contre la guerre. C'était un homme déjà marqué par la maladie qui devait l'enlever quelques mois plus tard. Autour du lit de mort de Briand, je me retrouvai avec ses fidèles collaborateurs Théodore Tissier et Alexis Léger.

Il est un autre homme politique que Léger aimait beaucoup aussi : c'était Paul Painlevé, le grand mathématicien qui eut avec Briand un rôle politique éminent, et qui fut mon premier patron puisqu'il m'appela près de lui comme secrétaire d'État à la présidence du Conseil. L'amitié que nous avions pour Briand et pour Painlevé nous rapprocha beaucoup, Léger et moi.

Et c'est ainsi que lorsque je devins ministre des Affaires étrangères le 10 avril 1938, je me réjouis d'avoir comme collaborateur Alexis Léger, qui avait remplacé

Philippe Berthelot comme secrétaire général. Il allait être près de moi pendant les dix-huit mois terribles où la France et l'Europe connurent les pires épreuves : la fin de la guerre d'Espagne, Munich, l'invasion de la Tchécoslovaquie, le pacte germano-russe, Dantzig, les menaces de Hitler et de Mussolini, la Deuxième Guerre mondiale.

Dans cette dure tempête, où nous avions tant de raisons d'inquiétude, un sentiment nous rapprochait : notre optimisme. Je n'ai jamais voulu désespérer, même aux moments les plus graves. Et je trouvais toujours Léger animé par une foi inébranlable. C'est lui qui a dit : « Les raisons d'optimisme ! Elles sont avant tout d'ordre vital. La vie rend mille à qui lui donne cent. Elle enlève mille à qui lui refuse cent. Malheur aux incertains et aux parcimonieux ! On périt par défaut bien plus que par excès ». Cela correspondait à mes propres sentiments.

J'évoque ce visage resplendissant d'intelligence avec son front haut et ses yeux noisette qui transperçaient l'auditoire. D'une courtoisie et d'une politesse rares, d'une puissance de travail sans limites, d'une exactitude exemplaire, il était silencieux et discret pour tout ce qui concernait les affaires et les hommes qu'il dirigeait. Il savait écouter et répondre avec pertinence aux interlocuteurs les plus divers, il était simple et direct avec tous, puissants ou faibles, ne recherchant ni les honneurs ni l'argent; et, élevé à l'école de Briand, il avait l'amour de la Paix, de la Liberté et de la République qui n'étaient pas pour lui des mots vains.

J'appréciais chez Alexis Léger ces qualités exceptionnelles mises en valeur par une réelle bonté, qui me plaisait beaucoup en lui.

Mes rapports avec lui ont toujours été simples et confiants. André Gide a écrit à son sujet : « Il y a dans l'œuvre de Léger comme aussi dans sa personne même, lorsqu'on a le bonheur de l'approcher, je ne sais quoi de princier qui m'intimide ». A la vérité, je ne me suis jamais senti intimidé par Léger. Nous avons toujours travaillé et parlé ensemble sur un ton de parfaite confiance. Il me soumettait ses projets de télégrammes que je corrigeais parfois, comme il lui arrivait de proposer des modifications à ceux que j'avais préparés.

Bien entendu, nous avions fort à faire l'un et l'autre pour dissiper les bruits que les malveillants tentèrent parfois de faire courir. La presse s'en emparait. On annonçait que nous étions en désaccord sur telle ou telle question fondamentale de la politique étrangère ou que j'allais nommer un autre secrétaire général. Tout cela ne reposait sur rien. Mais nous nous entendions pour dissiper ces nouvelles tendancieuses.

Nous avons eu ensemble une collaboration cordiale, et je n'ai jamais songé à me séparer de lui. Anatole de Monzie, qui était ministre des Transports, m'a souvent interpellé à ce sujet. Dans son livre *Ci-devant* il a écrit : « Georges Bonnet n'a pas osé congédier Alexis Léger. Il a hérité cette indifférence aux hommes qui aura été le sentiment commun des chefs de la IIIe République. Il a accepté d'être trahi plutôt que de brusquer et d'innover ».

Le jugement de Monzie, dont la merveilleuse intelligence était souvent brouillée par la passion, est

injuste et inexact, aussi bien pour Léger que pour moi-même. Je n'étais nullement indifférent aux hommes, bien au contraire. Un ministre qui ne sait pas s'entourer et qui supporte près de lui des collaborateurs dont il pense qu'ils le trahissent est perdu.

Mais j'ai la certitude qu'Alexis Léger exerçait ses fonctions avec une loyauté extrême. Il a toujours agi comme un fonctionnaire ayant la plus haute conscience de son métier, résistant à toutes les sollicitations, patriote et républicain, au sens vrai du mot. La manière dont il a refusé toutes les offres qui lui furent faites de revenir à sa carrière diplomatique, la dignité avec laquelle il a vécu indépendant et pauvre à l'étranger sont la marque de son caractère et témoignent de sa volonté d'indépendance.

Certes, beaucoup de ses collègues aspiraient à le voir partir et le poursuivaient de leurs sarcasmes. Le secrétariat général du Quai entraînait alors beaucoup de convoitises. Et je pense que la plupart des critiques qui se portaient sur Léger étaient inspirées par le désir de s'asseoir dans son fauteuil. Mais je n'ai jamais eu la pensée de me priver d'une collaboration dont je sentais l'exceptionnel mérite. Et je m'en félicite quand je pense aux tristes candidats qui voulaient le remplacer et qu'on a pu juger au moment de la Libération, lorsqu'ils ont profité de ces temps troublés pour vendre leurs Mémoires en adaptant leurs souvenirs au goût du jour, oubliant les lettres qu'ils avaient écrites, les télégrammes qu'ils avaient reçus, les visites qu'ils avaient faites.

Quel exemple, dans son exil, Léger leur a-t-il donné !

D'ailleurs, sur quoi fondamentalement aurions-nous été en désaccord ?

En politique intérieure, Léger était, comme Briand – il l'a écrit – « partisan d'une démocratie autoritaire, à condition d'être assuré contre la chose qu'il hait le plus au monde, le pouvoir personnel ». Cela correspondait exactement à ma propre opinion.

En politique extérieure, je n'avais que défiance pour Hitler, son régime et les nazis dont j'avais horreur. Et je pensais qu'il fallait leur barrer la route. La seule question qui se posait pour moi était de savoir si nous étions assez forts pour y réussir.

Léger conduisait son action uniquement dans le domaine diplomatique. C'était la tradition au Quai d'Orsay. Quand je m'inquiétais devant lui de la force de notre armée et de notre aviation, il me rappelait que les problèmes militaires relevaient du gouvernement seul et qu'un fonctionnaire du Quai d'Orsay, si élevé soit-il, n'avait pas qualité pour les aborder.

Chaque matin, je le voyais entrer dans mon bureau, tenant à la main les derniers télégrammes qu'il venait commenter avec moi. Au cours de notre entretien, il exposait avec une parfaite clarté, d'une manière complète, sans rien négliger, l'ensemble du problème qui était l'objet du débat. S'il y avait une décision à prendre, il faisait valoir ses arguments comme je lui donnais les miens. Il reconnaissait que c'était au ministre, seul responsable, de prendre la décision. Et une fois la décision prise, il s'y tenait et l'exécutait avec une conscience à laquelle j'ai souvent rendu hommage.

Le soir, il revenait porteur d'un petit dossier qui nous amusait beaucoup, lui et moi. C'étaient les écoutes téléphoniques des ambassades. Nous nous divertissions en lisant les conversations que certains Parisiens tenaient imprudemment sur les hommes politiques, sur les diplomates, parfois sur Léger et sur moi-même. J'apprenais ainsi que tel journaliste faisait le siège d'Édouard Herriot pour l'indisposer contre moi.

Parfois, cette conversation sérieuse et prolongée était interrompue par l'arrivée dans mon bureau, par un escalier intérieur, de mon jeune fils Alain, cinq ans, qui venait me dire bonsoir. Léger interrompait alors son entretien diplomatique. Il accueillait l'enfant avec quelques mots pleins de gentillesse. Et quand celui-ci était parti il me disait : « Comme c'est agréable, comme c'est reposant, l'apparition de ce petit ». Et je pense aujourd'hui qu'Alexis Léger a

mérité le titre de « poète de l'enfance » qui lui a été donné jadis par Valéry Larbaud, et que nul n'a parlé avec plus d'émotion pénétrante du mystère de l'enfant qui « revient de l'école affectueux, longeant les murs qui sentent le pain chaud et qui, voit au bout de la rue, la mer déserte plus bruyante qu'une criée aux poissons ».

On a dit parfois que Léger était un ennemi de l'Italie et qu'il m'avait empêché de renouer des relations meilleures avec ce pays. Cela est faux. Dès mon arrivée au Quai, j'ai tenté d'engager immédiatement une négociation avec Mussolini. Léger a entièrement été d'accord. Si cette négociation n'a pas abouti, c'est parce que Mussolini l'a brutalement interrompue par son discours de Gênes où il a

dit : « La France et l'Italie sont d'un côté et de l'autre de la barricade ».

Quand, quelques mois plus tard, j'ai décidé d'envoyer un ambassadeur à Rome, je n'ai trouvé aucune objection de la part de Léger, et si cette reprise des relations diplomatiques nouvelles avec l'Italie n'a pas donné de résultats plus fructueux, c'est parce que Mussolini organisa le 30 novembre 1938, à la Chambre des députés italienne, où se trouvait notre nouvel ambassadeur, François-Poncet, une manifestation où l'on nous réclama la Corse, la Savoie, la Tunisie.

Au moment des difficultés relatives à la Tchécoslovaquie, je n'ai eu aucun différend avec Léger. Bien au contraire. Il fut, dans toute cette période, de jour et de nuit à mes côtés ¹. Il est vrai que lorsqu'il partit pour Munich, il me demanda des instructions écrites. Rien de plus naturel. Il fut auprès de Daladier un excellent conseiller, pour la conclusion de l'accord de Munich. Il ne fut dans la suite nullement antimunichois, comme on l'a raconté. Il attribuait avec raison les malheurs des Alliés à l'occupation de la Rhénanie sans réaction de la France et il l'a écrit formellement : « C'est à la conférence de Londres de mars 1936, et non à Munich que gît la véritable responsabilité du débordement hitlérien ».

Je trouvais auprès de Léger la même compréhension quand il s'agit de préparer la déclaration franco-allemande de décembre 1938. Je demandais qu'il fût à mes côtés dans

¹ Les dépêches du ministre Osuski à Prague démontrent que Léger tenait le même langage que moi-même.

mon entretien avec Ribbentrop qui avait, lui, à ses côtés, son ambassadeur à Paris.

Je vois encore, le 6 décembre 1938, Alexis Léger face à Ribbentrop dans mon bureau du Quai d'Orsay. Contraste saisissant ! La finesse, la bonté et l'intelligence de l'un s'opposent à la grossièreté, la dureté et la sottise de l'autre. C'est Alexis Léger qui tint le procès-verbal. Fort heureusement d'ailleurs ! On sait qu'après cette conversation avec Ribbentrop, celui-ci tenta de dire que je lui avais laissé les mains libres à l'Est. C'était une pure invention. Douze ans plus tard, en 1952, un ministre des Affaires étrangères français crut devoir interroger Léger puisqu'il avait assisté à notre conversation. Mais Léger répondit aussitôt de sa bonne plume : « Je n'ai jamais, écrit-il, au cours de l'entretien en question, entendu le ministre des Affaires étrangères affirmer ni laisser entendre en quoi que ce soit que l'on pût attendre de la France les dispositions invoquées ultérieurement par le ministre allemand. Je n'ai jamais eu sur ce point l'impression d'aucun risque de méprise. *Les Mémoires de Georges Bonnet répondent quant au fond à tous mes souvenirs de la conversation à laquelle j'ai assisté* ».

Alexis Léger a écrit cette lettre sans me prévenir de la question qui lui avait été posée. Je ne l'ai appris et je n'en ai connu le texte que trois ans plus tard. J'ai dit d'ailleurs déjà combien il était silencieux et secret, qualité essentielle pour un diplomate. Et je pense qu'il a eu raison. Car le témoignage qu'il m'a ainsi apporté n'en a été pour moi que plus précieux.

Léger fut également d'accord avec moi quand à la fin de la guerre d'Espagne je décidai d'envoyer Léon Bérard à

Madrid en vue d'arriver à un arrangement avec Franco au Maroc et aux Pyrénées. Il comprenait comme moi la nécessité de ne pas avoir, en cas de guerre, plusieurs frontières à défendre. Et il approuva la nomination du maréchal Pétain à Madrid. J'ajoute que sans le concours de Léger je n'aurais pas réussi à obtenir cette amélioration miraculeuse de nos relations avec l'Espagne. J'étais à cette occasion furieusement attaqué, ainsi que Daladier, par la majorité de Front populaire très hostile à Franco et nous n'aurions pas résisté si le secrétaire général du Quai avait manifesté de quelque façon que ce soit son désaccord avec notre politique.

Léger suivit avec patience et ténacité notre effort diplomatique pour aboutir à un pacte avec l'U.R.S.S. en vue de s'opposer à l'agression de Hitler contre la Pologne. Il répétait que le pacte de 1935, signé par Laval avec Staline, ne nous donnait qu'une apparence de sécurité, car il avait été conclu sur une équivoque et qu'il n'avait été assorti d'aucun plan militaire. Il fallait donc conclure un nouvel accord où seraient incluses la Roumanie et la Pologne et aussi une convention militaire. Nous y avons travaillé ensemble et le 24 juillet 1939, nous avons éprouvé une joie commune quand Staline a indiqué qu'il était d'accord sur les termes du pacte politique, objet de tant de tractations difficiles. A ce moment, nous avons espéré que la convention militaire qui devait être prise en application du traité politique serait rapidement adoptée. Et notre tristesse fut extrême quand on nous annonça de Londres, le 22 août, le départ de Ribbentrop pour Moscou.

Au cours de la dernière semaine de paix, Léger comme moi-même ne quittons plus le Quai d'Orsay, ni de

jour ni de nuit. Je veille à mon bureau et je l'appelle souvent, tandis que des nouvelles parfois contradictoires m'arrivent de nos postes à l'étranger. Car désormais on n'envoie plus de télégrammes, on se téléphone tant qu'on le peut encore.

Léger vient me voir, je le trouve calme, lucide, courageux. Il suit la route que sa diplomatie s'est fixée depuis longtemps avec une logique inflexible.

Pendant ces journées, notre interprétation des événements coïncide en général; sauf le 31 août où je pense, comme François-Poncet, que l'offre par Mussolini d'une conférence pour régler le problème de Dantzig est sincère, qu'elle ne constitue pas un piège pour sauver Hitler et qu'elle est la dernière chance d'éviter la guerre qui est imminente. Elle éclatera d'ailleurs quelques heures plus tard dans la nuit et réglera notre désaccord.

C'est le 3 septembre que je signai le télégramme invitant notre ambassadeur à porter l'ultimatum à Hitler, « agresseur de la Pologne », d'évacuer les territoires qu'il a occupés illégalement. Léger est près de moi, très calme, ainsi que Bressy, mon chef de Cabinet. Le général Gamelin a accepté d'avancer de douze heures les hostilités. J'ai appelé notre ambassadeur à Berlin pour le lui signifier. Mais il demande que la nouvelle lui soit confirmée par d'autres voix, qu'il connaît bien. Je passe le téléphone à Léger. Il dit à Coulondre de sa voix grave : « Il fait beau temps sur les rives de la Seine... Et à Berlin ? ».

C'est Paul Reynaud qui mit fin à sa carrière diplomatique. A diverses reprises on lui proposa de la reprendre et notamment le général de Gaulle en 1942. Mais il refusa. Il lui répondit en distinguant la résistance

militaire du Comité de Londres qu'il approuvait et sa politique dont il contestait la tendance et à laquelle il ne voulait pas être mêlé.

Je pense, qu'en définitive, Léger a eu raison de ne pas revenir au Quai. Il aurait beaucoup souffert en constatant à quoi était réduit désormais le poste de secrétaire général qu'il avait occupé avec tant d'éclat.

Il s'est consacré à la poésie. Et il a bien servi la France puisque Saint-John Perse a obtenu le prix Nobel et que son nom est connu et admiré aujourd'hui dans le monde entier.
